TOUNSI TOUJOURS EN POSTE

Tournée algéroise du DGSN

La tournée de Ali Tounsi dans la capitale, hier, a été perçue par de nombreux observateurs comme un démenti aux rumeurs qui le donnaient partant de la DGSN. En tout cas, cette éventualité ne semble pas être à l'ordre du jour.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Dans l'entourage de Ali Tounsi, on réfute de commenter «des rumeurs». «C'est de la spéculation pure et simple», a indiqué une source autorisée qui a voulu garder l'anonymat.

Ainsi, en compagnie du wali d'Alger, M. Abou Mohamed El-Kébir, le directeur général de la Sûreté nationale a procédé, hier, à l'inauguration de quatre sûretés urbaines et

au lancement des travaux de deux projets portant réalisation de deux Unités républicaines de sécurité (URS). Ainsi, que ce soit à Sidi Fredj, à Draria, à Birtouta, à Mohammadia ou à Bentalha, M. Ali Tounsi a fait montre d'une sérénité totale. En d'autres termes, il n'a affiché aucun signe annonçant son éventuel départ de l'institution, qu'il dirige depuis quatorze ans. Il faut reconnaître, néanmoins, que le premier

responsable de l'institution policière ne s'est pas prononcé clairement sur la question. Les journalistes en charge d'assurer la couverture médiatique dudit événement ont eu toutes les peines du monde à arracher quelques propos de Ali Tounsi.

«Nous avons reçu des instructions», a indiqué un officier de police, relevant de la cellule de communication de la Sûreté de wilaya d'Alger, comme pour justifier la non-tenue d'un point de presse à l'issue de la tournée algéroise du patron de la DGSN.

Ceci étant, les structures de police inaugurées

hier dans la capitale sont, aux yeux du directeur général de la Sûreté nationale, un autre signe fort du rapprochement de «la police du citoyen». Ces mêmes structures complètent, selon lui, «le dispositif sécuritaire mis en place dans la capitale» pour faire face à toutes les formes de criminalité.

En somme, l'après-terrorisme dans l'esprit de Ali Tounsi, se résume à un redéploiement de la police, essentiellement des brigades mobiles de police judiciaire (BMPJ), pour d'autres missions telles que la lutte contre le crime organisé, les réseaux de

drogue et les trafiquants de voitures.

De ce fait, la DGSN continue son programme de redéploiement sur le terrain en continuant à ouvrir des centres de sûreté urbaine dans les «villes sans sécurité». Ainsi, la police couvre près de 260 daïras sur les 555 existantes.

Un déficit que le directeur général de la Sûreté nationale avait expliqué par la dispersion géographique, l'absence de moyens de télécommunication et le doublement de la Gendarmerie nationale-Police qui donne au maillage sécuritaire un dispositif

particulier. Sur un autre plan, du côté de la DGSN, on compte atteindre «à court terme» une couverture moyenne de «un policier pour 300 habitants».

D'ailleurs, depuis Tébessa, M. Ali Tounsi a souligné que la concrétisation de cet objectif «contribuera à garantir la sécurité publique dans tous les recoins du pays».

Il a rappelé, également, que la police algérienne forme actuellement «environ 15 000 policiers par an» pour atteindre, à la fin de l'année 2010, un quota de 200 000 policiers à former en cinq ans.

A. B.

FLN : CONFÉRENCE SUR LE PLURALISME EN ALGÉRIE

Quelques «pistes» sur la prochaine révision de la Constitution

Le Front de libération national (FLN) a organisé, hier mercredi au siège du parti à Hydra, une conférence débat autour du thème «Le pluralisme en Algérie : l'expérience et les horizons». Un thème que Abdelaziz Belkhadem n'a pas manqué de lier à la prochaine révision de la Constitution.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Dans son allocution d'ouverture de la conférence, le secrétaire général de l'ex-parti unique, numéro deux du gouvernement et ministre d'Etat représentant personnel du président de la République, dira : «Vous vous rappelez sans doute que lorsque nous évoquions la révision constitutionnelle, nous avons, entre autres, insisté sur la

question du pluralisme. Non seulement politique mais également médiatique et syndicale.»

Le numéro deux du FLN

— que préside Bouteflika depuis le congrès «redresseur» de 2005 — explicite son propos. «Vingt années après l'entame de l'expérience pluraliste en Algérie, il est temps d'en faire le bilan.»

Il s'interroge ainsi s'il n'était pas temps de revoir certains mécanismes régissant, et les entités

politiques et médiatiques, et le fonctionnement des institutions. Il cite l'exemple des assemblées locales où les résultats des élections aboutissent parfois à des situations pour le moins ingérables. «Nous avons des APC comptant par exemple sept élus. Or chacun d'entre eux appartient à une formation politique

différente.» Par ailleurs, Belkhadem se pose la question : «Notre pluralisme politique a-t-il son pendant dans les médias ? En Algérie, nous avons une presse d'opinion. Mais est-ce que chaque courant ou parti y a accès ?»

Le ministre d'Etat s'interroge également si l'on doit se suffire d'un seul

syndicat ou alors faudra-t-il aller vers le pluralisme syndical.

Autant d'ébauches donc de «projets de réflexion» en prévision du prochain congrès du FLN mais surtout de la révision «en profondeur» de la Constitution que prépare Abdelaziz Bouteflika.

K. A.

ANNABA

L'ex-maire de Berrahal condamné à deux ans de prison ferme

L'ex-maire de Berrahal, dans la wilaya de Annaba, a écopé d'une peine de deux ans de prison ferme assortie d'une amende de 500 000 DA pour dilapidation des deniers publics, passation de marchés non conformes à la réglementation en vigueur durant son mandat (2002/2007) à la tête de cette commune.

Le frère de l'ex-maire ainsi qu'un entrepreneur ont été condamnés à la même peine. Le verdict pour les sept autres mis en cause, dont des entrepreneurs, des adjoints au maire et des fonctionnaires de la mairie, est allé d'un an de prison ferme à des acquittements, en passant par des amendes de

100 000 DA. Cette sentence a été prononcée par la chambre pénale près la cour de justice de Annaba, qui jugeait l'affaire en deuxième instance, après un premier jugement rendu en février dernier par le tribunal d'El-Hadjer et qui avait condamné l'ex-maire à une peine de 5 années de prison ferme assortie

d'une amende d'un million de dinars. Le frère de l'ex-maire, entrepreneur de son état, ainsi que deux autres entrepreneurs de la région, ayant bénéficié de marchés non conformes à la réglementation en vigueur, ont été condamnés en première instance à des peines de 4 années de prison ferme.

Pour rappel, cette affaire a éclaté en 2005 suite à une plainte contre l'ex-maire de Berrahal, déposée par le wali de Annaba auprès du parquet, dénonçant une

utilisation de biens publics à des fins personnelles, dilapidation de deniers publics, passation de marchés non conformes à la réglementation en vigueur et attribution de complaisance de projets de développement à des proches.

Cette plainte a donné lieu à une enquête menée par les services de sécurité qui a abouti à l'inculpation de l'ex-maire et des autres personnes mises en cause dans cette affaire.

A. Bouacha

LES INCENDIES REVIENNENT À BÉJAÏA

Plus de 180 hectares de forêt partis en fumée

Le mercure qui a grimpé de plusieurs degrés depuis le début de cette semaine a donné lieu à plusieurs foyers d'incendie à travers plusieurs localités de la wilaya de Béjaïa.

Pas moins de 24 foyers d'incendie ont été signalés durant la journée de lundi dernier ravageant quelque 180 hectares de forêt et broussailles et des centaines d'arbres fruitiers dans treize communes de la wilaya, selon un premier

bilan fourni par la Protection civile de Béjaïa.

Les communes les plus touchées par les feux sont Tala Hamza, Oued Ghir, Fenia II, Maten, Timezrit, Tichy, Ouzellaguen, Seddouk, Darguina, Tizi-N'berber, Adekar, Beni

K'sila, Amizour et Tinebdar. Tala Hamza a été lourdement affectée par ces feux avec 120 hectares de maquis dont 30 hectares d'arbres fruitiers totalement dévastés par les flammes. L'incendie qui s'est déclaré à Tala Hamza dans la matinée de lundi vers 10h30 n'a pu être maîtrisé par les éléments de la Protection civile que le lendemain, mardi, vers six heures du matin,

selon le capitaine Soufi. La colonne mobile et tous les moyens humains de la Protection civile ont été mobilisés au cours de cette journée noire de lundi pour affronter cet embrasement ravageur qui a sévi dans la région. Il convient de signaler que l'année écoulée, à la même période du mois de juillet, plus de 256 hectares de végétation (chênes-lièges, chênes verts, pins

d'Alep, maquis...) ont été réduits en cendres par des incendies enregistrés dans la région de Béjaïa.

Il faut saluer par la même occasion, l'abnégation, le courage et la résolution des soldats du feu pour les efforts déployés quotidiennement dans le cadre de la lutte contre les incendies durant ces périodes de grande chaleur.

A. Kersani

MASCARA

Un faux colonel arrêté

Nous avons appris qu'une personne qui se faisait passer tantôt pour un colonel de la Gendarmerie nationale, tantôt pour un chef de Sûreté de wilaya a été arrêté lundi dernier à 20h par les éléments de la gendarmerie de Mascara. Il a été interpellé suite à la plainte déposée par sa dernière victime. L'individu, âgé de 59 ans, opérait dans la wilaya de Mascara, où il a arnaqué plusieurs personnes.

Il a déjà fait l'objet d'une condamnation à 5 ans de prison ferme au début de 2009, et ceci par défaut. Cette fois-ci, il a bien été placé sous mandat de dépôt, après sa présentation devant le parquet, ce mardi.

M. Meddeber